

# Comptes 2013 du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Commune de Delémont (FRED) et rapport de gestion

## 1. FORME JURIDIQUE ET BUT

La Municipalité de Delémont a créé le 1<sup>er</sup> janvier 1953 le "Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Commune de Delémont", dénommé ci-après FRED, qui a pour but d'assurer le personnel employé par la Commune de Delémont et celui des employeurs affiliés au FRED contre les conséquences économiques de l'invalidité, de la vieillesse et du décès.

Au 31 décembre 2013, le FRED comprenait les effectifs suivants :

- Municipalité de Delémont :	183 personnes
- Municipalité de Courroux :	25 personnes
- Municipalité de Courrendlin :	23 personnes
- Municipalité de Val Terbi :	12 personnes
- Paroisse réformée de Delémont :	3 personnes
- Bourgeoisie de Delémont :	2 personnes
- Régiogaz SA	3 personnes
- Fondation Clair-Logis	30 personnes
- Patinoire régionale SA	2 personnes
- Service des Eaux du Val Terbi	2 personnes
- Triage forestier Val Terbi	3 personnes
- Sacen SA	1 personne

Soit un total de : **289 personnes** (274 en 2012 / 2004 = 225)

Le FRED possède une personnalité juridique propre, qui lui a été accordée par le Conseil de Ville. Le FRED est une institution de la Commune de Delémont, dont les comptes sont soumis à l'approbation du Conseil de Ville.

Le 24 juin 2013, le Conseil de ville a accepté les statuts du FRED. Ce nouveau règlement détermine le financement de la Caisse de pensions. Le règlement de prévoyance est, désormais, de la compétence du Comité. Il a été révisé et son entrée en vigueur a été fixé au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La gestion du FRED en 2013 était confiée à un comité composé de 6 membres et 3 suppléants :

Représentants des employeurs :	Françoise Collarin (Ville de Delémont), présidente Pierre Kohler (représentant de la Ville de Delémont) Claude-Alain Chapatte, Val Terbi (employeurs extérieurs)
Représentants des assurés :	Silvestro Di Meo (employés extérieurs) Pascal Mazzarini (employés de Delémont) Jacques Marchand (employés de Delémont) Pascal Bonnemain, Courrendlin (suppléant, employés ext.) David Comte (suppléant, employés de Delémont) Olivier Jost (suppléant, employés de Delémont)
Secrétaire :	Jean-Luc Goetschi
Gestion financière :	Jean Froidevaux

Conformément à la législation fédérale, la présidence est alternée entre les représentants des employés et des employeurs. Mme Françoise Collarin préside pendant deux ans la Fondation. La vice-présidence est assurée par M. Jacques Marchand.

## 2. ORGANE DE CONTRÔLE

Le mandat d'organe de contrôle du FRED est confié à PriceWaterhouseCoopers SA, à Neuchâtel. Le mandat d'expert agréé en prévoyance professionnelle est attribué à Swisscanto Prévoyance, à Bâle.

Le FRED est placé sous la surveillance de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale - AsSo, dont le siège est à Lausanne. L'AsSo a appuré les comptes 2012 en date du 29 octobre 2013.

## 3. ASSURÉS EFFECTIFS

L'effectif des assurés actifs au 31 décembre 2013 se composait des

- assurés "assurance préliminaire"	6 personnes
- assurés "assurance principale"	283 personnes

Soit un total de **289 personnes**

## 4. BENEFICIAIRE DE RENTES

Au 31 décembre 2013, le FRED servait des rentes à 124 personnes (121 en 2012).

Les rentes annuelles en cours atteignent CHF 2'961'753.- (CHF 2'871'336.- en 2012). Il a été versé CHF 528'317.- de prestations en capital à la retraite. L'allocation de renchérissement à charge des employeurs s'est élevée à CHF 102'242.-.

Il y a un rentier pour 2.41 actifs et l'âge moyen des rentiers est de 71.6 ans.

La rente totale moyenne s'élève à CHF 23'885.-.

## 5. RENDEMENTS

Le résultat net des placements est de

	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
Rendement en francs	4'441'941	943'794	- 697'143	3'148'368	3'193'011
Rendement en %	7.83 %	1.58 %	nég 1.16 %	5.11 %	4,85 %

Les gestionnaires de fortunes sont les banques « Crédit Suisse SA » et « Banque Cantonale du Jura ». A la demande de la fiduciaire, une estimation des immeubles sera réalisée en 2014. Il n'y a pas eu de correction de valeur sur les immeubles.

Le rendement nécessaire pour maintenir le degré de couverture constant est de 3,70 %. Il a diminué de 0.4 points essentiellement par suite de la diminution du taux d'intérêt technique des bénéficiaires de rentes. Cependant, il reste élevé comparé au niveau des intérêts sur le marché. Il ne peut pas être atteint sans une prise de risque considérable sur les placements.

## 6. ACTIVITES

Le Comité s'est réuni sept fois en 2013 ; il a notamment traité les dossiers suivants :

- les rapports de la Commission de placements et des gestionnaires de fortune ;
- les rapports de la Commission immobilière ;
- le bilan actuariel au 1<sup>er</sup> janvier 2013 ;
- le passage de la primauté des prestations à la primauté des cotisations.

Le Comité a également

- accepté les comptes 2012 ;
- reconduit les mesures d'assainissement ;
- enregistré les nouvelles adhésions de SACEN SA et du Triage forestier Val Terbi ;
- modifié le règlement de placements ;
- mis sur pied une assemblée des ayants droit en date du 23 octobre 2013 ;
- suivi les travaux de rénovations des immeubles Bordgeais, Moissons et Champois ;
- acquis le terrain de Courrendlin, qui était en droit de superficie, terrain sur lequel le FRED a construit l'immeuble En Solé 4 en 2007 / 2008 ;
- participé à la mise en place d'un système de contrôle interne - SCI ;
- décidé de rémunérer les membres du Comité, CHF 100.-/séance. Pour la ville de Delémont, les indemnités sont versées à l'employeur.

## 7. PLACEMENTS

	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>
	%	%	%
Liquidités et créances	14.7	11.6	4.4
Obligations + Compte à terme	14.8	23.6	24.8
Actions	27.0	25.0	26.3
Comptes courants auprès des employeurs et prêts aux communes	5.2	3.1	3.4
Prêts hypothécaires et autres prêts	2.8	2.8	2.2
Immeubles	33.4	30.0	32.5
Placements alternatifs	2.1	3.9	6.4

Pour rappel, les produits agricoles sont exclus des matières premières.

En 2013, le Comité a décidé, notamment, de placer

- 4 % de la fortune en immobilier étranger ;
- CHF 250'000.- de parts pour le financement des installations photovoltaïques des SID ;
- 2 millions de francs dans un portefeuille ILS (Risque d'assurances diversifiées : catastrophes naturelles).

## 8. TAUX DE COUVERTURE

Le degré de couverture a augmenté de 92,1 %, en 2012, à 94,2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Le découvert technique s'élève à CHF 4'200'000.-. Le gain actuariel de l'année 2013 est de CHF 1'200'000.-. L'analyse actuarielle du résultat démontre que l'augmentation est due au résultat sur les placements et des mesures d'assainissement. Le FRED ne possède aucune réserve de fluctuation de valeurs et a ainsi une capacité au risque financier restreinte.

## 9. MESURES D'ASSAINISSEMENT AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013

Les mesures d'assainissement ont été reconduites, à savoir :

- cotisation assurés + 0,5 % ;
- cotisation employeur + 0,75 % ;
- rémunération de 2 % d'intérêt au lieu de 3,5 % dans la primauté des prestations. 0% dès le 1<sup>er</sup> juin 2013 ;
- ne pas porter d'intérêt aux comptes épargnes ;
- le retrait d'une partie du capital, dans le but d'amortir une dette hypothécaire, n'est plus réalisable.

## 10. RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE, BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS

En annexe, vous trouverez le rapport de l'organe de contrôle pour 2013, comprenant le bilan au 31 décembre 2013, ainsi que le compte de pertes et profits à la même date.

## 11. BILAN TECHNIQUE

Ainsi qu'il le fait chaque année, le FRED a demandé un bilan technique pour l'exercice 2013. Le Conseil communal vous donne connaissance des recommandations de l'actuaire conseil, M. Portmann de Swisscanto Prévoyance SA, du 22 mai 2013 :

*« Grâce à un rendement des placements de 4,9 % et aux mesures d'assainissements, la situation financière du FRED s'est améliorée en 2013. Le déficit technique a diminué de CHF 1'200'000.- et se monte désormais à CHF 4'200'000.-. Le degré de couverture atteint 94.2 %. Le financement global de 16.0 % du salaire cotisant est suffisant, à condition que le rendement de 3.5 % puisse être atteint.*

*Le taux d'intérêt technique des bénéficiaires de rentes a été baissé à 3.0 % et correspond au taux d'intérêt de référence de la Chambre Suisse des experts en caisses de pensions. Le taux d'intérêt technique des assurés actifs est resté inchangé à 3.5 %. Les directives de la Chambre Suisse des experts en caisses de pensions relatives aux taux d'intérêt de référence ne s'appliquent pas aux assurés actifs. Une baisse du taux des actifs serait opportune afin d'éviter des pertes actuarielles lors de départs à la retraite. Suite au passage prévu à la primauté des cotisations, il a cependant été renoncé à cette mesure.*

*Le plan d'assainissement prévoit d'atteindre un degré de couverture de 100 % au plus tard à fin 2018 avec une croissance annuelle du degré de couverture de 1.7 %. Le degré de couverture au 1<sup>er</sup> janvier 2014 est supérieur au plan d'assainissement afin de résorber le découvert le plus rapidement possible. Les mesures prises et valables pour 2014 devraient à priori permettre d'atteindre l'augmentation du degré de couverture visée, à condition que le rendement minimal soit atteint et que la sinistralité corresponde aux attentes. »*

## 12. CONCLUSION

C'est avec satisfaction que le Conseil communal a pris connaissance de l'amélioration de la Caisse de pensions de la ville de Delémont. Tout comme le comité, il est persuadé que le passage à la primauté des cotisations est une étape incontournable.

Le Conseil communal remercie très sincèrement les différents acteurs concernés par l'institution, notamment les membres du Comité du FRED, pour leur importante collaboration pendant l'année 2013.

En conclusion, et avec le préavis favorable du Comité du FRED, le Conseil communal invite le Conseil de Ville à accepter le rapport de gestion et les comptes 2013 du FRED.

La Commission de gestion et vérification des comptes du Conseil de Ville fait part de son préavis de manière séparée.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

La chancelière :

Pierre Kohler

Edith Cuttat Gyger

Delémont, le 7 juillet 2014



Rapport de l'organe de révision  
au Conseil de fondation de  
Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont (FRED)  
Delémont

### **Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont (FRED), comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013.

#### *Responsabilité du Conseil de fondation*

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

#### *Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle*

Le Conseil de fondation désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si l'institution de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

#### *Responsabilité de l'organe de révision*

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

### *Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

### **Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires**

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Conseil de fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié:

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse LPP étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;
- si, en cas de découvert, l'institution de prévoyance avait pris les mesures nécessaires pour rétablir une couverture complète;
- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Nous précisons qu'il existe un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution dont la formalisation est en cours d'élaboration.

Les comptes annuels présentent un découvert de CHF 4'160'467.79 et un degré de couverture de 94.24%. Les mesures prises par le Conseil de fondation sous sa propre responsabilité, avec le concours de l'expert en matière de prévoyance professionnelle, pour résorber le découvert ainsi qu'au sujet des placements et de l'information des bénéficiaires, sont présentées dans l'annexe aux comptes annuels. En vertu de l'art. 35a al. 2 OPP 2, nous devons constater dans notre rapport si les placements concordent avec la capacité de risque de l'institution de prévoyance en découvert. Selon notre appréciation, nous constatons:

- que le Conseil de fondation assume sa tâche de gestion de manière explicite dans le choix d'une stratégie de placement adaptée à la capacité de risque, telle qu'expliqué dans l'annexe aux comptes annuels sous le point 6;

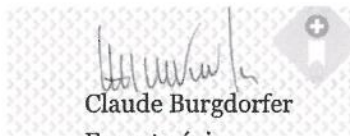
- que le Conseil de fondation respecte les prescriptions légales en matière de placements et a notamment déterminé la capacité de risque en appréciant tous les actifs et les passifs en fonction de la situation financière effective ainsi que de la structure et des développements à attendre dans l'effectif des assurés;
- que les placements auprès de l'employeur sont conformes aux dispositions légales;
- que les placements sont en conformité avec les dispositions des art. 49a et 50 OPP 2 compte tenu des explications qui précèdent;
- que les mesures visant à résorber le découvert ont été décidées par le Conseil de fondation avec le concours de l'expert en matière de prévoyance professionnelle, qu'elles ont été mises en œuvre dans le cadre des dispositions légales et du concept de mesures et que les obligations d'information ont été respectées;
- que le Conseil de fondation a surveillé jusqu'ici l'efficacité des mesures visant à résorber le découvert et qu'il nous a en outre confirmé poursuivre sa surveillance et adapter les mesures à l'évolution de la situation.

Nous constatons que la possibilité de résorber le découvert et que la capacité de risque concernant les placements dépendent également d'événements imprévisibles, tels que l'évolution des marchés financiers et la situation de l'employeur.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentés.

---

PricewaterhouseCoopers SA



Claude Burgdorfer  
Expert-réviseur  
Réviseur responsable



Esther Martinez  
Expert-réviseur

Neuchâtel, le 26 mai 2014

Annexe:

- Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe)

**Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont**

<b>Bilan au 31 décembre</b> <b>(en francs suisses)</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	
<b>Placements</b>		
Liquidités et placements sur le marché monétaire	2'691'850.43	6'993'139.17
Créances	7.1. 314'503.21	253'229.88
Titres	4.2.2. 39'324'910.39	33'480'117.50
Prêts hypothécaires	4.2.3. 1'480'141.50	1'791'272.00
Immeubles	4.2.4. 22'220'021.90	19'075'338.00
Placements auprès des employeurs	6.7.9. 2'146'069.05	1'983'880.90
Autres placements	4.2.6. 0.00	0.00
<b>Total des placements</b>	<b>68'177'496.48</b>	<b>63'576'977.45</b>
<b>Compte de régularisation actif</b>	7.2. 102'350.38	96'161.00
<b>Total de l'actif</b>	<b>68'279'846.86</b>	<b>63'673'138.45</b>
<b>Passif</b>		
<b>Dettes</b>		
Prestations de libre passage et rentes	0.00	70'436.85
Créanciers	116'881.05	93'817.10
<b>Total des dettes</b>	<b>116'881.05</b>	<b>164'253.95</b>
<b>Compte de régularisation passif</b>	7.3. 114'433.60	259'670.78
<b>Provisions non techniques</b>	0.00	0.00
<b>Capitaux de prévoyance et provisions techniques</b>		
Prestations de sortie des actifs	5.2. 32'575'000.00	30'529'000.00
Comptes épargnes des actifs	5.2. 1'205'000.00	1'057'000.00
Capital de prévoyance des bénéficiaires de rentes	5.3. 37'306'000.00	36'268'000.00
Provisions techniques	5.5. 1'123'000.00	792'000.00
<b>Total des capitaux de prévoyance et des provisions techniques</b>	<b>72'209'000.00</b>	<b>68'646'000.00</b>
<b>Réserve de fluctuation de valeurs</b>	6.3. 0.00	0.00
<b>Fonds libres</b>		
Situation en début d'exercice	-5'396'786.28	-6'419'913.61
Excédent produits/charges	1'236'318.49	1'023'127.33
<b>Total des fonds libres (Découvert)</b>	5.7. <b>-4'160'467.79</b>	<b>-5'396'786.28</b>
<b>Total du passif</b>	<b>68'279'846.86</b>	<b>63'673'138.45</b>



Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont

Compte d'exploitation pour l'exercice  
se terminant au 31 décembre  
(en francs suisses)

	Notes	2013	2012
Cotisations des salariés		1'110'764.20	1'069'625.25
Cotisations des employeurs		1'923'410.73	1'854'644.73
Cotisations supplémentaires des salariés		182'970.85	201'227.70
Cotisations supplémentaires des employeurs		228'332.15	272'373.70
Cotisations d'assainissement des salariés	9.1.	84'347.50	82'795.85
Cotisations d'assainissement des employeurs	9.1.	126'521.32	124'316.72
Cotisations découvert technique employeurs		188'999.00	0.00
<b>Cotisations et apports ordinaires et autres</b>		<b>3'845'345.75</b>	<b>3'604'983.95</b>
Apports de libre passage		1'325'991.22	444'351.40
Remboursement de versements anticipés pour la propriété du		45'000.00	0.00
<b>Prestations d'entrée</b>		<b>1'370'991.22</b>	<b>444'351.40</b>
<b>Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée</b>		<b>5'216'336.97</b>	<b>4'049'335.35</b>
Rentes de vieillesse		-1'938'475.90	-1'863'733.40
Rentes de survivants		-638'981.60	-622'112.50
Rentes d'invalidité		-384'296.15	-385'490.30
Allocations de renchérissement à charge des employeurs		102'241.80	107'830.35
Prestations en capital à la retraite		-528'316.90	0.00
<b>Prestations réglementaires</b>		<b>-3'387'828.75</b>	<b>-2'763'505.85</b>
<b>Prestations extra-réglementaires</b>			
Prestations de libre passage en cas de sortie		-118'524.35	-91'077.60
Versements anticipés pour la propriété du logement/divorce		0.00	-168'055.00
<b>Prestations de sortie</b>		<b>-118'524.35</b>	<b>-259'132.60</b>
<b>Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés</b>		<b>-3'506'353.10</b>	<b>-3'022'638.45</b>
Variation des capitaux de prévoyance des assurés actifs	5.2	-2'194'000.00	-174'000.00
Variation des comptes épargnes des actifs	5.2	0.00	-8'318.55
Variation des capitaux de prévoyance des retraités	5.3	-1'038'000.00	-2'404'000.00
Variation des provisions techniques	5.5	-331'000.00	-280'000.00
Rémunération du capital épargne	5.2	0.00	-15'681.45
<b>Dissolution/constitution de capitaux de prévoyance,</b>		<b>-3'563'000.00</b>	<b>-2'882'000.00</b>
Prestations d'assurance	5.1.	29'332.60	29'332.60
Parts aux bénéfices de la compagnie d'assurance			
<b>Produits de prestations d'assurance</b>		<b>29'332.60</b>	<b>29'332.60</b>
Primes d'assurance	5.1.	-45'378.00	-44'322.00
Contributions au fonds de garantie		-8'070.10	-8'468.60
<b>Charges d'assurance</b>		<b>-53'448.10</b>	<b>-52'790.60</b>
<b>Résultat net de l'activité d'assurance</b>		<b>-1'877'131.63</b>	<b>-1'878'761.10</b>

**Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont**

Compte d'exploitation pour l'exercice  
se terminant au 31 décembre  
(en francs suisses)

		2013	2012
<b>Report</b>	<b>Notes</b>	<b>-1'877'131.63</b>	<b>-1'878'761.10</b>
Produit net des liquidités	6.7.1.	-5'043.92	-74'242.23
Produit net des titres	6.7.2.	2'525'520.53	2'831'125.86
Produit net des prêts hypothécaires	6.7.3.	19'298.70	94'573.00
Produit net des immeubles	6.7.4.	770'486.05	404'777.55
Produit net des placements auprès des employeurs	6.7.5.	66'237.00	48'167.30
Frais d'administration de la fortune	6.7.8.	-183'487.09	-156'033.82
<b>Résultat net des placements</b>		<b>3'193'011.27</b>	<b>3'148'367.66</b>
Autres produits	7.4.	70'932.75	68'464.95
<b>Autres produits</b>		<b>70'932.75</b>	<b>68'464.95</b>
Autres frais d'administration		-44'680.90	-32'618.20
Frais de l'Autorité de Surveillance		-7'200.00	-6'451.60
Frais de l'organe de révision		-26'045.00	-26'060.00
Frais de l'actuaire		-72'568.00	-81'386.00
<b>Frais d'administration</b>		<b>-150'493.90</b>	<b>-146'515.80</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>0.00</b>	<b>-168'428.38</b>
<b>Excédent des produits/charges avant constitution/dissolution</b>		<b>1'236'318.49</b>	<b>1'023'127.33</b>
Variation de la réserve de fluctuation de valeurs	6.3.	0.00	0.00
<b>Excédent de produits/charges</b>		<b>1'236'318.49</b>	<b>1'023'127.33</b>

## Annexe aux comptes annuels 2013

### 6.4. Présentation des placements par catégorie

en CHF	31.12.2013		31.12.2012		Max. selon règl de plct	Limite OPP 2
<b>Liquidités et placements sur le marché monétaire</b>	<b>2 691 850</b>	<b>3.9%</b>	<b>6 993 139</b>	<b>11.0%</b>	<b>27%</b>	<b>100%</b>
CHF	2 690 002	3.9%	6 955 553	10.9%		
Monnaies étrangères	1 849	0.0%	37 586	0.1%		
<b>Créances</b>	<b>314 503</b>	<b>0.5%</b>	<b>253 230</b>	<b>0.4%</b>	<b>27%</b>	<b>100%</b>
CHF	314'503	0.5%	253'229.88	0.4%		
Monnaies étrangères		0.0%		0.0%		
<b>Obligations</b>	<b>16'949'216</b>	<b>24.8%</b>	<b>15 031 924</b>	<b>23.6%</b>	<b>27%</b>	<b>100%</b>
CHF	6 736 771	9.9%	8 079 748	12.7%	15%	
Directs et indirects	6 736 771		8 079 748			
Monnaies étrangères	10 212 445	15.0%	6 952 176	10.9%	22%	
Directs et indirects	10 212 445		6 952 176			
<b>Actions</b>	<b>17'987'786</b>	<b>26.3%</b>	<b>15 948 432</b>	<b>25.0%</b>		<b>50%</b>
CHF	9 417 346	13.8%	7 076 169	11.1%	18%	
Directs et indirects	9 417 346		7 076 169			
Monnaies étrangères	8 570 440	12.6%	8 872 263	13.9%	18%	
Directs et indirects	8 570 440		8 872 263			
<b>Prêts hypothécaires</b>	<b>1 480 142</b>	<b>2.2%</b>	<b>1 791 272</b>	<b>2.8%</b>	<b>27%</b>	<b>50%</b>
Prêts hypothécaires aux employés	807 169	1.2%	1 167 727	1.8%		
Lettre de gage en monnaies étrangères	0	0.0%	0	0.0%		
Lettre de gage en CHF	672 973	1.0%	623 545	1.0%		
<b>Immeubles</b>	<b>22 220 022</b>	<b>32.5%</b>	<b>19 075 338</b>	<b>30.0%</b>	<b>43%</b>	<b>30%</b>
Directs	20 467 382	30.0%	19 075 338	30.0%		
Indirects	1 752 640	2.6%	0	0.0%		
<b>Placements garantis auprès de l'employeur</b>	<b>2 146 069</b>	<b>3.1%</b>	<b>1 983 881</b>	<b>3.1%</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
Prêts (comptes-courants, prêts garantis par cédule ou déclarations de garantie par la commune)	2 146 069		1 983 881			
<b>Autres placements (placements alternatifs)</b>	<b>4'387'908</b>	<b>6.4%</b>	<b>2'499'762</b>	<b>3.9%</b>	<b>8%</b>	<b>15%</b>
Matières premières	1 934 631	2.8%	2 197 857	3.5%	7%	
Dont en monnaies étrangères	1 787 710	2.6%	1 979 789	3.1%		
Autres placements	2 453 278	3.6%	301 905	0.5%	4%	
<b>Compte de régularisation actif</b>	<b>102 350</b>	<b>0.1%</b>	<b>96 161</b>	<b>0.2%</b>	<b>N/A</b>	<b>100%</b>
CHF	102 350	0.1%	96 161	0.2%		
Monnaies étrangères						
<b>Actifs provenant de contrats d'assurance</b>	<b>0</b>	<b>0.0%</b>	<b>0</b>	<b>0.0%</b>	<b>N/A</b>	<b>100%</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>68 279 847</b>	<b>100.0%</b>	<b>63 673 138</b>	<b>100.0%</b>		
<b>Placements en monnaies étrangères</b>	<b>20 572 444</b>	<b>30.1%</b>	<b>17 841 814</b>	<b>28.0%</b>	<b>N/A</b>	<b>30%</b>

#### Dépassement des limites de placement avec règlement de placement

Les limites de placement imposées selon le règlement de placement sont respectées.

#### Dépassement des limites de placements selon l'OPP2 (Art 54, 54a, 54b et 55 OPP2)

La limite de 10% par débiteur au sens de l'article 54 al. 1 OPP2 est respectée. La limite de 5% par participation au sens de l'article 54a OPP2 est respectée. La limite de 5% par immeuble au sens de l'article 54b OPP2 ainsi que la limite par catégorie des immeubles de 30% au sens de l'article 55 ne sont pas respectées. Ces dépassements sont historiques et ne mettent pas en péril le but de prévoyance de la fondation. La limite de placement en monnaies étrangères de 30% est légèrement dépassée.

## **ARRETE DU CONSEIL DE VILLE**

---

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
  - le rapport de l'organe de contrôle au Comité du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont ;
  - le rapport du Comité du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont ;
  - le rapport et le préavis favorable de la Commission de gestion et de vérification des comptes ;
  - les dispositions de l'article 8 du Règlement d'organisation du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Municipalité de Delémont ;
- sur proposition du Conseil communal ;

### arrête

1. Les comptes 2013 du Fonds de prévoyance et de retraite en faveur des employés de la Commune de Delémont (FRED) et rapport de gestion sont acceptés.
2. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE  
Le président : La chancelière :

Pierre Chételat

Edith Cuttat Gyger

Delémont, le 25 août 2014